

**Assemblée générale**

Soixante-quatrième session

Première Commission**9^e** séanceMardi 13 octobre 2009, à 15 heures
New York*Documents officiels*

Président : M. Cancela (Uruguay)*La séance est ouverte à 15 h 10***Points 86 à 103 de l'ordre du jour (suite)****Examen thématique des questions à l'ordre du jour et présentation et examen de tous les projets de résolution présentés au titre des points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationale**

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément au calendrier indicatif contenu dans le document A/C.1/64/CRP.1, nous allons commencer notre série de travaux, dans le cadre des réunions thématiques, en abordant la question du suivi des résolutions et décisions adoptées par la Commission durant les sessions précédentes ainsi que la présentation des rapports par le Haut-Représentant pour les affaires de désarmement. Cet échange de vues aura lieu dans un contexte informel.

Le Secrétariat souhaite faire une annonce avant que je donne la parole à l'Ambassadeur Duarte, le Haut-Représentant. Je donne la parole au représentant du Secrétariat.

M. Alasaniya (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Je voudrais, au nom du Secrétariat de la Première Commission, exprimer mes condoléances à l'Ambassadeur Cancela, Président de la Commission, et à la Mission permanente de Jordanie, à l'occasion du tragique accident qui a entraîné la mort

de membres du personnel des opérations de maintien de la paix et des passagers, tous uruguayens et jordaniens. Leurs noms seront à jamais gravés dans la mémoire d'une humanité reconnaissante. En ce moment, nos pensées et prières se tournent vers les familles des personnes décédées. Veuillez, Monsieur Le Président, transmettre mes condoléances aux gouvernements et aux peuples uruguayens et jordaniens.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire de la Commission pour ses paroles de condoléances.

(*l'orateur poursuit en espagnol*)

Je vais suspendre la séance afin de poursuivre les débats informellement.

La séance, suspendue à 15 h 15, est reprise à 15 h 30.

Le Président (*parle en espagnol*) : Comme il est mentionné dans notre programme de travail, la Commission va maintenant procéder à un échange de vues avec le Haut-Représentant pour les affaires de désarmement, le Secrétaire général de la Conférence sur le désarmement et le Secrétaire exécutif du Comité préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires sur la situation qui prévaut actuellement en matière de maîtrise des armements et de désarmement et sur le rôle des

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



organisations internationales mandatées dans ce domaine.

Je tiens à saluer les invités d'aujourd'hui. Pour des raisons de calendrier, le Directeur général de l'Organisation pour l'interdiction complète des armes chimiques et le représentant du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique ne peuvent être ici aujourd'hui. Le Directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques prendra la parole à la réunion de vendredi de la Commission. À la table ronde d'aujourd'hui, nous commencerons par entendre les déclarations concernant le groupe thématique sur les armes nucléaires. Je vais tout d'abord donner la parole à nos panélistes pour qu'ils fassent leurs déclarations. Ensuite, nous nous réunirons informellement et les délégations pourront leur poser des questions.

J'invite maintenant l'Ambassadeur Sergio Duarte, Haut-Représentant pour les affaires de désarmement, à prendre la parole devant la Commission.

M. Duarte (Haut-Représentant pour les affaires de désarmement) (*parle en anglais*) : Je suis très reconnaissant de l'occasion qui m'est offerte de participer à ce groupe d'experts en compagnie des mes éminents collègues : l'Ambassadeur Tibor Toth, Secrétaire exécutif du Comité préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais d'armes nucléaires, et M. Sergei Ordzhonikidze, Secrétaire général de la Conférence du désarmement. Le Président a déjà expliqué l'absence de deux autres collègues. Je crois comprendre que M. Pfirter sera parmi nous la semaine prochaine.

Évidemment, si le groupe d'experts était véritablement représentatif de toutes les organisations internationales, intergouvernementales, régionales et sous-régionales – sans mentionner les innombrables autres organisations de la société civile qui existent dans le monde et qui poursuivent le même objectif – qui œuvrent dans ces domaines, nous aurions besoin d'un plus long podium et d'une salle beaucoup plus large. On note avec satisfaction l'intérêt international croissant dont font l'objet les efforts déployés en vue de promouvoir les objectifs de désarmement et de non-prolifération. Ces diverses organisations ont proliféré beaucoup plus rapidement et largement que les armes meurtrières elles-mêmes. Cette croissance institutionnelle a certainement contribué à la plupart des progrès qui ont éloigné le monde de ces armes.

Cette évolution n'a pas reçu toute l'attention qu'elle mérite, et pourtant elle symbolise le profond changement en cours que l'on note dans les relations internationales et, plus spécifiquement, dans une prise de conscience plus large et plus généralisée au niveau mondial du fait que les progrès réalisés dans le désarmement et la non-prolifération profitent à d'autres objectifs mondiaux, qui dépassent le domaine traditionnel de la paix et de la sécurité internationales.

Penchons-nous un moment sur la diversité fonctionnelle des organisations suivantes, qui, dans leur ensemble, sont associées aux activités touchant la maîtrise ou l'élimination de certains types d'armements ou la violence armée à laquelle sont liées ces armes, y compris le terrorisme. Aux organisations que je viens de mentionner, il faudrait ajouter au niveau mondial : la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation internationale de la police criminelle (INTERPOL), l'Organisation internationale des douanes, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et d'innombrables autres institutions du système de l'ONU.

L'intérêt que présentent ces organisations dans les affaires qui concernent les arsenaux et la violence armée atteste d'une plus grande prise de conscience dans le monde du fait que le désarmement et la non-prolifération sont ce que le Secrétaire général a appelé les biens publics mondiaux qui profitent à chacun. On prend également de plus en plus conscience que les échecs et contretemps dans la réalisation de ces objectifs nuisent également à toutes les sociétés et à toutes les économies.

Travaillant en partenariat avec plusieurs organisations intergouvernementales – dans certains cas depuis plusieurs décennies – le Bureau des Nations Unies pour les affaires de désarmement et ses prédécesseurs au Secrétariat cherchent depuis longtemps à promouvoir l'élimination des armes nucléaires et autres armes de destruction massive tout en cherchant à enrayer leur prolifération ou leur acquisition par des terroristes. Ces efforts comprennent notre appui concret et administratif à la Conférence du désarmement à Genève. Ils comprennent également les efforts déployés de longue date en vue d'aider et de promouvoir les travaux de l'Agence internationale de l'énergie nucléaire et du Comité préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. J'attends le jour, peut être pas si éloigné, où il sera possible finalement de retirer les

termes « Comité préparatoire » du titre de cette organisation particulièrement importante.

Mon Bureau est par ailleurs profondément engagé dans l'organisations d'ateliers et de séminaires dans le but de renforcer l'application de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité – un effort dont l'objectif est d'aider les États, à leur demande, dans diverses régions, via le renforcement d'un climat de confiance, en particulier en ce qui concerne la prévention du commerce illicite de matières et technologies liées aux armes meurtrières. Grâce aux fonds émanant de l'Union européenne et des gouvernements de plusieurs États, mon Bureau a organisé des ateliers cette année au Qatar, au Vanuatu et au Costa Rica. Nous préparons actuellement un atelier qui aura lieu en Égypte en décembre. Ces ateliers ont permis aux fonctionnaires d'organisations nationales et sous-régionales d'avoir des échanges productifs avec les représentants d'organisations intergouvernementales, dont plusieurs sont traditionnellement représentées dans ce groupe d'experts.

Le Bureau des affaires de désarmement des Nations Unies participe également activement à l'application de la Force spéciale de la Stratégie antiterroriste mondiale, dont les membres incluent des représentants de 24 organisations et bureaux de tout le système des Nations Unies. En s'employant à garantir l'ensemble de la coordination et de la cohérence des efforts entrepris par les Nations Unies contre le terrorisme, la Force spéciale joue un rôle concret dans l'application de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, qui a été adoptée par les États Membres en 2006. Au cœur de la Stratégie on trouve un effort déterminé de renforcer la coopération contre le terrorisme au niveau mondial, régional et national. Récemment, cette coopération a abouti à la mise au point d'une Base de données sur les incidents biologiques afin de compléter les données de biocrimes envisagées par INTERPOL.

Les organisations intergouvernementales au niveau régional et sous-régional ont fait l'expérience d'une croissance similaire au cours des années. Au fur et à mesure que ces organisations ont continué de croître, on a constaté une augmentation des chiffres, de la portée géographique, du réseau et de la diversité d'innombrables organisations additionnelles dans la société civile, qui partagent un engagement commun : faire progresser les ordres du jour sur le désarmement et la non-prolifération.

En ce qui concerne le Bureau des affaires de désarmement, sa coopération avec les organisations intergouvernementales ne se limite certainement pas à la question des armes de destruction massive. Par exemple, nous travaillons également – littéralement sur une base quotidienne – avec des organisations sous-régionales et régionales en vue de promouvoir les efforts faits pour lutter contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre et pour enrayer la violence armée. Notre Bureau est le point de coordination de ces efforts dans le cadre d'un plus large système interinstitutions des Nations Unies.

En juin et juillet, nous avons eu deux réunions sur les armes de petit calibre en étroite collaboration avec des organisations sous-régionales et régionales. La réunion dans la région du Pacifique a été organisée avec le secrétariat du Forum des îles du Pacifique, en même temps qu'était organisée une réunion pour les États d'Afrique orientale et australe avec le Centre régional pour les armes légères et de petit calibre dans la région des Grands Lacs, la corne de l'Afrique et les États frontières, la Communauté de développement de l'Afrique australe et l'Union africaine. Les deux réunions ont abouti à des documents importants, qui contribuent au processus de suivi, à l'issue de la troisième Réunion biennale des États pour examiner l'application du Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, de combattre et d'éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects.

Je me félicite que le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine ait consacré en août une réunion aux activités du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique et publié un communiqué dans lequel il se dit satisfait des efforts déployés par le Centre pour étendre ses opérations jusqu'à toute l'Afrique. Le Conseil s'est également félicité de la collaboration accrue entre le Centre de l'Union africaine et diverses organisations régionales.

Je suis convaincu que l'ensemble de ces évolutions – à savoir, cette croissance et cette diversification des organisations internationales, l'intérêt naissant de la société civile et le leadership éclairé dont les dirigeants des gouvernements nationaux ont fait preuve – constitue une amélioration sensible des perspectives d'un éventuel succès dans la réalisation des objectifs de désarmement et de non-prolifération. Ce progrès contribue à faire avancer d'autres objectifs importants, notamment la réduction

de la violence armée et l'arrêt d'actes désastreux de terreur.

Nous avons tous entendu dire que le manque de volonté politique sera finalement tenu pour responsable de l'insuffisance de progrès dans la réalisation des objectifs de désarmement. Cependant, de même que le monde continue ce processus de croissance et de coopération organisationnelles, les liens entre ces organisations se renforcent au gré du temps et le public devient de plus en plus conscient des contributions concrètes de ces organisations – et, en fait de l'impossibilité de s'en passer; il s'ensuit que des ressources institutionnelles complémentaires seront mises à la disposition de ces organisations afin de leur permettre de mieux s'acquitter de leurs mandats.

Malheureusement, la capacité de toutes les organisations et organes représentés dans le groupe d'aujourd'hui – y compris le Bureau pour les affaires de désarmement – a connu diverses contraintes qui ont nui à leur aptitude à exécuter tous ces mandats. Certaines de ces contraintes sont budgétaires, d'autres dépendent de la disponibilité de personnel spécialisé et d'autres encore sont d'ordre politique. À l'instar des bureaucraties nationales, des bureaux spécifiques se disputent les mêmes ressources que certains intérêts institutionnels. Il est à craindre qu'en raison de cette situation les ressources soient allouées sur la base d'une somme zéro et que les fonds nécessaires pour faire avancer un bien public global soient tout simplement prélevés sur ceux qui sont nécessaires pour en faire avancer un autre. Ce danger est particulièrement grave quand il s'agit d'efforts qui sont déployés pour éliminer les armes les plus meurtrières du monde ou de contrôler des armes classiques.

Le renforcement des capacités des organisations intergouvernementales, cependant, exige beaucoup plus qu'argent et personnel. Il dépend aussi du niveau de la coopération, de la coordination et de l'intégration des efforts déployés parmi ces organisations. Conscient du problème, le Secrétaire général a accepté de participer à une réunion concertée avec les dirigeants d'organisations intergouvernementales qui traitent du désarmement et de la non-prolifération. Sur une base plus large, on peut dire que le plus grand défi qui se pose à nous collectivement tient moins aux caractéristiques d'organisations spécifiques qu'au développement progressif d'organisations internationales en tant que processus en cours.

Le principal handicap du Bureau des affaires de désarmement est le déséquilibre auquel il a dû faire face entre les attentes toujours plus grandes et la baisse ou la stabilité des ressources dont il dispose pour les satisfaire. Dans ces circonstances, nous nous félicitons d'autant plus de toute occasion qui s'offre d'œuvrer étroitement avec les organisations intergouvernementales dans le domaine nucléaire, spécialement avec l'Agence internationale de l'énergie nucléaire et l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, ainsi qu'avec les organisations intergouvernementales régionales dans tous les domaines de la maîtrise des armes, du désarmement et de la non-prolifération. Nous espérons dans les années à venir élargir cette coopération, au fur et à mesure qu'avancera le calendrier du désarmement.

Nous poursuivons activement nos efforts en vue de promouvoir au niveau régional, sous-régional et national l'application du calendrier concernant le désarmement et la non-prolifération partout dans le monde. Au titre de ces efforts, nous étudions la possibilité d'établir un programme commun et de promouvoir les échanges d'informations, les séminaires et les publications sur une base collective, les évaluations des enseignements tirés et le développement d'autres formes de coopération avec des organisations régionales et sous-régionales ainsi qu'avec la société civile.

En vertu de la Charte, l'un des principaux objectifs des Nations Unies est d'être un centre d'harmonisation des activités des nations dans la réalisation de leurs objectifs communs. C'est là une responsabilité particulièrement importante dans la poursuite d'objectifs communs touchant au désarmement, à la non-prolifération et à l'arrêt d'actes terroristes. On sent une nouvelle volonté parmi tous les États Membres de réaffirmer ces objectifs historiques mais aussi de redoubler d'efforts collectifs en vue de les réaliser. Il s'agit d'une grande entreprise collective dans laquelle les organisations intergouvernementales auront un rôle décisif à jouer. Il faut espérer que le panel réuni aujourd'hui pourra nous préciser la mesure dans laquelle ces contributions ont été importantes ainsi que de leur potentiel illimité pour la paix et la sécurité internationales dans les années à venir.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie l'Ambassadeur Duarte de sa déclaration.

Je donne maintenant la parole à M. Sergei Ordzhonikidze, Secrétaire général de la Conférence du désarmement.

M. Ordzhonikidze (Secrétaire général de la Conférence du désarmement) (*parle en anglais*) : C'est un véritable plaisir de participer à ce débat. Je crois, en effet, que la Conférence du désarmement est l'un des plus importants organes pour traiter du désarmement. Ce n'est pas seulement le désarmement international qui dépend des résultats des travaux de la Conférence, mais également le climat international et les évolutions internationales ainsi qu'une confiance égale parmi les États, et plus encore. En fait, sa nature est véritablement géopolitique.

Actuellement, le principal succès de la Conférence du désarmement est l'adoption, le 29 mai, d'un programme de travail, qui a mis fin après une décennie à l'impasse où se trouvait la Conférence du désarmement. La chose importante est que le programme de travail pour 2009 a été adopté par consensus et publié en tant que document officiel. L'adoption du programme de travail, qui a ouvert la voie à l'amorce d'un travail de fond a été très largement saluée en tant que percée véritablement historique. En adoptant son programme de travail, la Conférence a décidé de commencer les négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires ainsi que des discussions de fond sur trois autres points de l'ordre du jour : le désarmement nucléaire, la prévention d'une course aux armements dans l'espace et des garanties négatives de sécurité.

Qui plus est, la Conférence a décidé de nommer trois coordonnateurs spéciaux pour le reste des points de l'ordre du jour. Malheureusement, un désaccord sur le calendrier de l'application du programme de travail et, dans une moindre mesure, sur la nomination de membres du bureau – a empêché la Conférence d'amorcer ses travaux de fond.

Bien que nous ayons progressé dans une certaine mesure, je tiens à dire quelques mots au sujet de la situation actuelle, qui se caractérise par un élan accru imprimé au désarmement.

La percée historique réalisée à la Conférence du désarmement n'est pas survenue, comme je l'ai mentionné brièvement au début de ma déclaration, dans un vide politique. Elle est survenue dans un contexte plus large : le climat politique de plus en plus positif et une diplomatie multilatérale revitalisée.

Pendant toutes ces années, nous avons été témoins d'un énorme changement dans le domaine du climat international de sécurité qui a été de plus en plus propice au calendrier relatif au désarmement. On l'a constaté, évidemment, dans les négociations multilatérales et bilatérales qui ont eu lieu dans diverses instances, dans diverses villes et dans divers pays.

La Conférence du désarmement a commencé les négociations. Le résultat le plus important de la Conférence du désarmement est la confirmation de sa décision de négocier un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires sur la base de ce qu'on appelle le rapport Shannon et du mandat qu'il contient. Depuis des années, la négociation d'un traité sur les matières fissiles a été considérée comme une mesure logique devant être prise juste après le Traité d'interdiction complète des essais d'armes nucléaires, et je crois que mon collègue, le Secrétaire exécutif du Comité préparatoire de l'Organisation du Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires, reviendra plus longuement sur cette question. Il s'agit d'une mesure concrète dans le régime de non-prolifération mondial et un pas indispensable vers le désarmement nucléaire.

En soulignant cette importance, le Conseil de sécurité, dans sa résolution 1887 (2009), adoptée le mois dernier à sa réunion de haut niveau, a demandé à la Conférence de commencer ces négociations dès que possible. Que le Conseil appuie si explicitement ce que nous faisons à la Conférence est sans précédent.

Le programme de travail adopté cette année à la Conférence du désarmement envisage également la création de trois groupes de travail pour entamer des discussions de fond sur le désarmement nucléaire, la prévention d'une course aux armements dans l'espace et les garanties négatives de sécurité. Cela reflète clairement le ferme désir des membres de réaliser des progrès dans les quatre questions essentielles et d'entamer des négociations à l'avenir sur ces trois questions.

L'adoption du programme de travail a été le point culminant des progrès réalisés par la Conférence du désarmement au cours des quatre dernières années. Bien que la Conférence du désarmement n'ait pas formellement abordé le travail de fond depuis plus d'une décennie, elle s'est engagée dans des débats thématiques, ce qui est important. Nous avons eu des

débats thématiques sur les sept points de l'ordre du jour depuis 2006.

Au cours des trois dernières années, la Conférence a tenu des débats structurés sur tous les points de l'ordre du jour – en 2006, comme je l'ai dit, sous la direction de ses présidents, et depuis 2007 sous la direction des sept coordonnateurs nommés par ses présidents. Les résultats ont été consignés dans les documents officiels de la Conférence du désarmement. En termes simples, cela signifie qu'au cours de ces années, la Conférence a véritablement commencé son travail préparatoire de fond en délibérant sur des questions figurant sur son calendrier, ouvrant ainsi la voie à de vraies négociations sur celui-ci.

En 2009, malgré l'adoption de son programme de travail, la Conférence du désarmement n'a pas été en mesure de procéder à son application faute d'accord sur les questions de procédure. C'est très regrettable, mais il arrive parfois qu'un élan et des évolutions positives sont contrebalancés par des événements qui le sont moins.

Depuis trois mois, les Présidents qui se sont succédé – que je tiens à remercier chaleureusement – ont fait de leur mieux pour traiter de ces problèmes et trouver une solution qui satisfasse tous les membres, mais le consensus sur la manière d'appliquer le programme de travail a fait défaut. En conséquence, nous avons été quelque peu sceptiques. L'impossibilité où s'est trouvée la Conférence du désarmement d'appliquer le programme de travail a été la cause d'une frustration et d'une déception énormes.

Elle a également soulevé des questions en ce qui concerne la validité de la décision CD/1864, qui est un délicat projet de compromis. Ces craintes ont été amplifiées par une réticence qui s'est profilée lorsqu'il a été question de refléter l'importance de cette décision dans le rapport annuel et le projet de résolution de l'Assemblée générale sur le rapport de la Conférence du désarmement (A/C.1/64/L.41). En même temps, cependant, je demeure optimiste, et je suis convaincu que la majorité écrasante des représentants des États membres de la Conférence du désarmement partage mon optimisme.

La session de 2009 venant à son terme, les membres de la Conférence ont déjà préparé le terrain pour une prompte amorce l'année prochaine, en 2010, des négociations. Ils demandent donc aux Présidents, sortants et entrants, d'aborder les négociations avec

pour but de garantir une rapide adoption du programme de travail l'année prochaine.

Après des négociations difficiles, la Conférence a préparé le projet d'un rapport de fond à l'intention de l'Assemblée générale (A/64/27) dans un esprit de coopération. Malgré des désaccords notables sur la manière d'interpréter l'importance de la décision CD/1864, il existait un fort désir de garder un esprit constructif et de faire en sorte d'imprimer l'élan actuel à la session de 2010.

Il y a donc une avancée, et ces signes concrets étaient l'optimisme qui me porte à croire que la Conférence sera en mesure de surmonter les difficultés actuelles et de commencer ses travaux de fond l'année prochaine. La Conférence, cependant, doit maintenir l'élan actuel. À cet égard, je vais faire quelques suggestions.

Premièrement, il faut maintenir le haut profil politique et public de la Conférence. Comme les membres le savent, à la session de 2009 plusieurs leaders politiques, dont des ministres des affaires étrangères, et, en particulier, le Secrétaire général de l'Organisation, ont pris la parole à la Conférence du désarmement. Ils ont grandement contribué à cette tendance et ont aidé à rehausser le profil politique et public de la Conférence. Leur appui à la Conférence est vital pour le maintien de l'élan actuel. En conséquence, j'invite tous les États Membres à recommander à leurs dirigeants politiques respectifs de venir prendre la parole l'année prochaine à la Conférence du désarmement.

Deuxièmement, il convient de préserver le renforcement de la coopération entre les présidents de la Conférence. La tradition de coopération entre les présidents de la Conférence, connue sous le nom de formule P-6, a été maintenue une quatrième année et a grandement facilité l'adoption du programme de travail de 2009. La continuation de cette pratique est vitale pour maintenir l'élan actuel. Certains signes indiquent que les Présidents entrants en 2010 s'apprêtent à poursuivre cette pratique. C'est pourquoi je tiens à féliciter le Bangladesh de son esprit d'initiative qui a permis d'initier et d'asseoir sur de solides bases une précoce cohésion parmi les six Présidents de la session de l'année prochaine.

Troisièmement, il convient de commencer promptement des consultations sur le programme de travail de 2010. Le défi le plus urgent à relever est celui de forger un rapide consensus sur un programme

de travail pour 2010. Il importe également de donner suite à la décision CD/1864. Ce faisant, les préoccupations légitimes de tous les membres de la Conférence doivent évidemment être prises en compte. À cet égard, la résolution de cette année devrait demander à l'actuel Président, l'Ambassadeur Strohal, de l'Australie, et au Président entrant, l'Ambassadeur Hannan, du Bangladesh, d'entamer sans délai des consultations au sujet du programme de travail pour 2010, y compris les questions de procédure concernant son application.

Pour terminer, je tiens à souligner que les travaux de la Conférence, à sa session de 2009, ont été marqués par une plus grande intensité. L'adoption de la décision CD/1864 a été cette année le point d'orgue de ses réalisations. Malgré l'évolution décevante de cette année, on note des attentes très élevées parmi les membres, notamment une autre percée, et, cette fois, le début des travaux de fond, y compris des négociations. Je tiens à souligner que nous devons aborder les négociations sur la base du programme de travail.

Avec l'adoption du programme de travail de cette année, la Conférence du désarmement est entrée dans une nouvelle phase, et elle ne doit pas revenir à l'impasse où elle se trouvait. Pour ma part, je ne ménagerai aucun effort pour aider la Conférence du désarmement à réaliser cet objectif.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie le Secrétaire général de la Conférence du désarmement de sa déclaration.

Je donne maintenant la parole à M. Tibor Toth, Secrétaire exécutif du Comité préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

M. Toth (Secrétaire exécutif du Comité préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires) (*parle en anglais*) : C'est bon d'être de retour. C'est aussi un privilège de partager le podium avec Sergio Duarte et Sergei Ordzhonikidze. Les membres de la Commission auront peut-être un sentiment de déjà vu. Nous sommes de retour. Ce n'est pas la première année où nous avons ce panel interactif.

Qu'il me soit permis de commencer par souligner l'unicité de cette composition. Elle est très commode. Beaucoup n'ont pas à voyager jusqu'à Genève, Vienne ou La Haye. Les organisations qui ont un mandat dans les domaines respectifs convergent ici et font, d'une

façon commode pour les membres, un tour d'horizon qui englobe pratiquement l'ensemble de l'éventail des questions. Il faut espérer qu'il sera possible d'établir un dialogue interactif et que les membres soulèveront des points que nous pourrions considérer comme des questions. Je crois que cela est un forum où il est possible d'obtenir beaucoup plus que cela n'a été le cas jusqu'alors.

Je vais maintenant aborder trois questions. La première concerne les améliorations à apporter au Comité préparatoire. La deuxième concerne le renforcement des capacités. Préalablement à cette réunion, nous avons convenu de mettre l'accent sur un renforcement susceptible d'établir un lien entre les différentes organisations, et je tiens à faire de même avec le renforcement des capacités. La troisième concerne le contexte plus large, dont je vais parler brièvement, et les raisons qui font que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et les travaux de la Commission sont si importants.

Pour commencer, je dirai qu'historiquement la Première Commission a été le forum où se forge le consensus. Elle a été le forum où on comblait les brèches. Elle a été le forum où l'on formulait des normes internationales pouvant mener à un désarmement et à une non-prolifération efficaces. Il ne peut y avoir plus grande responsabilité. Ce n'est pas une coïncidence si, en 1946, la toute première résolution de l'Assemblée générale demandait :

« l'élimination des armes atomiques et autres armes de destruction massive » [*résolution 1 (I), par. 5 c)*]

Il y a eu certaines réalisations remarquables depuis lors, mais il y a eu également de nombreux échecs. Le legs des dernières années a jeté une ombre noire sur la capacité de la Commission à s'acquitter de son rôle historique tel que défini. Heureusement, nous sommes à l'orée d'une nouvelle ère – une ère où un nouveau monde peut et doit être façonné. Plus que jamais, le changement de climat international est prometteur d'une nouvelle approche du désarmement et de la non-prolifération. Les membres, auxquels pourraient s'ajouter, s'ils le souhaitent, tous ceux qui veulent qu'ensemble nous mettions en œuvre la volonté de la communauté des nations exprimée il y a environ 60 ans.

L'année 2009 a été une année remarquable. Les événements survenus le mois dernier seulement ont créé des conditions pratiquement inespérées il y a

encore quelques années. Il y a eu une reprise renouvelée et soutenue des efforts déployés en vue de parvenir au niveau mondial à un désarmement et à une non-prolifération nucléaires. De nombreux leaders dans le monde, notamment le Secrétaire général et des acteurs non gouvernementaux hautement respectés, ont fait des propositions concrètes à cette fin. La réunion de haut niveau du Conseil de sécurité, qui s'est tenue le mois dernier (S/PV.6191), a affirmé l'attachement à œuvrer à l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires. Pas plus tard que la semaine dernière, le prix de la paix – le prix le plus prestigieux du monde – a été notamment décerné pour le projet d'un monde exempt d'armes nucléaires et pour les efforts faits dans ce sens. La volonté politique de la communauté internationale est manifeste. Il reste maintenant à traduire la volonté politique en une action concrète.

Au Comité préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires nous avons été particulièrement heureux des résultats de la sixième Conférence sur la facilitation de l'entrée en vigueur du Traité. La Conférence s'est tenue ici, à New York, les 24 et 25 septembre, en même temps que la réunion de haut niveau du Conseil de sécurité; 110 pays y ont participé, dont 40 étaient représentés au niveau ministériel. Coprésidée par les Ministres des affaires étrangères de France et du Maroc, la Conférence a été l'expression sans équivoque de la foi que la communauté internationale continue de placer dans le Traité et dans la Commission. Dans une Déclaration finale rédigée en termes sentis et adoptée par consensus, il a été demandé aux États qui ne l'avaient pas encore fait de signer et de ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires afin qu'il puisse entrer en vigueur. Le Secrétaire général, dépositaire du Traité, a annoncé l'adoption à l'unanimité de la Déclaration finale en se tenant à la porte du Conseil de sécurité. À son tour, le Conseil de sécurité a demandé que le Traité entre en vigueur à une date rapprochée.

Il s'est agi d'une expérience transformationnelle. Aujourd'hui, la question n'est plus de savoir si mais quand le Traité entrera en vigueur. Cela dépend de trois choses : du leadership, encore du leadership et toujours du leadership. Une action de haut niveau et déterminée de la part de la communauté internationale est nécessaire pour aboutir. La Première Commission a une responsabilité particulière à cet égard. C'est le moment pour les membres de la Commission de s'engager dans un dialogue dirigé vers des résultats et

une action concrète. Le moment est venu pour le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires d'entrer en vigueur.

Le Traité d'interdiction complète des essais d'armes nucléaires est un instrument unificateur auquel la communauté internationale peut se rallier. Aujourd'hui, il peut se vanter de jouir d'une adhésion presque universelle. En tout, 182 pays l'ont signé. Il y a 10 ans, on ne comptait que 50 ratifications, alors qu'aujourd'hui on en compte 150. Malgré les défis de la dernière décennie, il a bénéficié de 100 voix supplémentaires. C'est un résultat remarquable, même si parmi les 44 États il en reste neuf dont la ratification est nécessaire pour son entrée en vigueur. Les membres du Comité préparatoire se félicitent que les perspectives d'entrée en vigueur du Traité semblent beaucoup plus positives aujourd'hui qu'elles ne l'étaient depuis des années. La Commission n'est pas loin d'avoir exécuté son mandat. Grâce au dévouement, à l'engagement et à un dur labeur, nous approchons du moment où le Traité sera sur le point d'entrer en vigueur.

La Commission dispose d'un régime de vérification d'1 milliard de dollars. Près de 80 % du Système mondial de surveillance des stations envoient déjà des données opérationnelles standard au Siège à Vienne. Le volume des données transmises des stations vers le centre des données à Vienne a triplé au cours des cinq dernières années. De nouvelles infrastructures mondiales de communication pour relayer ces données ont été installées. D'importantes avancées ont été faites dans les méthodes de traitement et les logiciels en ce qui concerne l'ensemble des technologies de vérification.

Le Système a été essayé et testé, notamment lors des deux explosions nucléaires auxquelles a procédé, en 2006 et 2009, la République populaire démocratique de Corée. Ces essais qui sont déplorables prouvent néanmoins la fiabilité du système. Le système a gagné également la confiance et l'approbation de la communauté scientifique dans le projet d'études scientifiques auquel plus de 500 scientifiques participent.

L'histoire ne s'arrête pas là, et, avec votre permission, Monsieur le Président, je voudrais aborder la question du renforcement des capacités. Au sein de la Commission on est conscient de l'intérêt de la mission dont les membres nous ont chargés. Nous considérons cette mission comme une plateforme pour

la connaissance scientifique et le renforcement des capacités des États membres. Les pays en développement en sont les principaux bénéficiaires. Le seul système de vérification qui est en voie d'être défini offre de nombreuses possibilités d'application dans le domaine de la recherche scientifique et de la vie quotidienne. Que ce soit dans le domaine des systèmes de prévision d'un tsunami, de la sécurité de l'aviation, des changements de climat ou de la vie marine, les technologies de surveillance offrent un avantage évident.

En tant qu'organisation opérant à la limite de la connaissance scientifique et technique, nous sommes déterminés à partager cette connaissance avec les États membres. La Commission a offert aux chercheurs et aux scientifiques des États membres, des centaines d'occasions de se former aux technologies liées au système de vérification. Afin de faire en sorte qu'ils soient prêts à mettre en vigueur le Traité, la Commission aide les États membres à se préparer à répondre aux questions législatives et constitutionnelles qu'il soulève. La Commission œuvre également étroitement avec les États membres pour les aider à mettre au point leurs centres nationaux de données. Grâce à la formation nécessaire et à une infrastructure et à un équipement techniques, nous faisons en sorte que les États membres puissent tirer avantage de cette organisation unique en son genre. Ces nouvelles compétences ont des retombées dans d'autres domaines du développement.

Depuis sa création, la Commission a formé 1 700 techniciens et experts parmi les 147 États membres. Dernièrement, la Commission a collaboré avec les donateurs et les fonds internationaux de développement pour obtenir les fonds nécessaires. Actuellement, nous sommes dans la deuxième phase d'application de ce qu'on appelle le « projet pilote » pour financer la participation des experts techniques de pays en développement aux réunions officielles de la Commission pendant toute l'année. Le projet est financé par 17 donateurs de pays développés et en développement ainsi que par des organisations. Les divers partenaires montrent ainsi qu'ils sont convaincus des nobles valeurs du multilatéralisme, et nous leur en sommes reconnaissants.

Nous travaillons actuellement avec l'Union européenne à un projet portant sur plusieurs années afin d'aider les États membres d'Afrique à créer leurs centres nationaux de données. La deuxième phase du projet comprendra les pays d'Amérique latine et de la

région des Caraïbes. Ces centres sont nécessaires pour pouvoir accéder aux données et autres résultats inestimables générés par le Système international de surveillance et le Centre international de données et les analyser. Par une combinaison de formation, de module de cours en ligne, d'ateliers régionaux et de fourniture d'équipement, nous espérons mettre 29 États membres et huit pays d'Amérique latine à égalité avec le reste des États membres.

L'entrée en vigueur du Traité ne sera une priorité que si la communauté internationale est convaincue de son importance. Elle fermera la porte une fois pour toutes et à tous aux essais et rendra juridiquement contraignante la norme internationale de fait. Elle rendra opérationnelle le régime de surveillance. Elle permettra d'examiner comme il convient les questions concernant l'exécution des obligations. C'est un point extrêmement important pour le Traité lui-même, mais sa vaste portée dépasse ses propres termes de référence. Il est un catalyseur pour le désarmement nucléaire. Il offre une solide barrière juridique contre les essais nucléaires, entravant ainsi la mise au point de nouveaux types et modèles d'armes nucléaires. Il constitue une mesure favorable à la création d'un climat de confiance et de sécurité en garantissant que les utilisations de l'énergie nucléaire resteront pacifiques.

Au moment où nous nous préparons pour la Conférence des Parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, je voudrais faire part aux membres de ce qui suit. Beaucoup pensent que ce Traité progressera sensiblement d'ici 2010 si la Conférence d'examen est concluante. Il est certain que les progrès vers l'entrée en vigueur sont essentiels au succès de la Conférence d'examen. La prompte entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires pourrait avoir besoin d'un catalyseur pour marquer le début d'un nouveau paradigme pour l'ensemble du système de non-prolifération.

Des progrès sur le Traité ouvriraient la voie à d'autres mesures nécessaires au renforcement global du régime de non-prolifération. Le Traité est l'une des mesures autour de laquelle un consensus international effectif peut être trouvé avant 2010. Ces mesures sont peu nombreuses, et celle-ci est réalisable. Cela exige que des progrès soient faits sur chacun des trois piliers. D'une certaine façon, ils contribueraient à réduire la division qui existe entre les différentes priorités accordées à chacun de ces piliers par les différentes

parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Ils signaleraient l'attachement au désarmement, ils renforceraient la non-prolifération et faciliteraient l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Ils ne sont pas suffisants par eux-mêmes, mais sont nécessaires pour conduire au succès.

Un nouveau consensus doit être trouvé d'ici à 2010. Le Traité ne répond pas à tous les problèmes auxquels se heurte le régime de non-prolifération, mais sont entrées en vigueur pourrait ouvrir la voie au règlement de beaucoup des problèmes les plus fondamentaux.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Toth de sa déclaration.

Je vais maintenant donner l'occasion à la Commission de procéder à un débat interactif avec les panélistes grâce à une session informelle de questions et réponses. Je remercie les trois panélistes de leurs déclarations, lesquelles, me semble-t-il, sont véritablement utiles aux travaux de la Commission. J'invite donc les représentants à participer activement à la session de questions et réponses. Il me semble que nous devons tirer le meilleur parti de l'occasion que nous donne la présence parmi nous de ces trois personnalités publiques d'approfondir les sujets qui intéressent notre Commission. Avant de procéder à cette partie informelle de la réunion, je vais suspendre la séance.

La séance, suspendue à 16 h 20, est reprise à 17 h 20.

Le Président (*parle en espagnol*) : Nous allons maintenant aborder l'examen thématique des questions relatives aux armes nucléaires. Je vais donner la parole aux délégations qui souhaitent intervenir sur la question à l'examen.

M. Hellgren (Suède) (*parle en anglais*) : Je prends la parole au nom de l'Union européenne. Le pays candidat, l'ex-République yougoslave de Macédoine; le pays du Processus de stabilisation et d'association, et candidat potentiel, la Serbie; ainsi que l'Ukraine, la République de Moldova et la Géorgie s'alignent sur cette déclaration.

Afin de respecter le temps qui nous est imparti, je vais prononcer une version légèrement abrégée de ma déclaration. Le texte complet de celle-ci est actuellement en cours de distribution.

Malgré l'élan concret renouvelé imprimé à la maîtrise des armements, la sécurité internationale continue d'être compromise et menacée, mondialement et régionalement, par la prolifération des armes nucléaires et leurs vecteurs ainsi que par le risque de voir des acteurs non étatiques accéder à ces armes. L'Union européenne se félicite de l'adoption par le Conseil de sécurité de l'importante résolution 1887 (2009).

L'Union européenne s'est engagée à œuvrer au renforcement du régime de non-prolifération nucléaire. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires demeure la pierre angulaire du régime mondial de non-prolifération nucléaire, base essentielle de la poursuite du désarmement nucléaire, conformément à son article VI, et élément important du développement de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Cette autorité et cette intégrité doivent être préservées et renforcées. L'Union européenne continuera de faire avancer les objectifs contenus dans le Traité. Elle réitère l'appel lancé à tous les États qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils deviennent parties au Traité en tant qu'États non dotés d'armes nucléaires. L'Union européenne continue d'appuyer les décisions et la résolution adoptées par la Conférence d'examen et de prorogation, de 1995, ainsi que le Document final de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, de 2000, et garde à l'esprit la situation actuelle.

L'Union européenne se félicite que la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence d'examen du TNP de 2010 soit parvenue à prendre les décisions procédurales nécessaires. Bien que beaucoup reste à faire avant de parvenir à un consensus solide à l'issue de la Conférence d'examen de 2010, l'atmosphère constructive de la session de cette année qui prévaut à la Commission nous incite à l'optimisme.

Aux réunions de la Commission, l'Union européenne a fait connaître son projet pour le cycle d'examen de 2010 et soumis des propositions concrètes à cette fin. L'examen actuel du cycle devrait nous aider à réaffirmer le but commun et à créer un contexte international plus sûr en exprimant l'appui aux objectifs et obligations du TNP en abordant les principales questions en jeu dans le cadre des trois piliers du Traité et en faisant la preuve de la capacité de relever comme il convient les défis actuels.

Une démarche équilibrée concernant les trois piliers est essentielle. La Conférence d'examen de

2010 doit adopter une série de mesures concrètes, efficaces, pragmatiques et consensuelles en vue de renforcer les efforts internationaux qui sont déployés pour lutter contre la prolifération, poursuivre le désarmement et garantir le développement responsable des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire par les pays qui souhaitent développer leurs capacités dans ce domaine. Pour réaliser ces objectifs, l'UE a présenté une série de propositions concernant les trois piliers du TNP en tant que partie d'un plan d'action adopté par la Conférence d'examen.

Dans le domaine de la non-prolifération, l'UE a recommandé, entre autres choses, l'adoption des mesures suivantes : agir résolument pour faire face aux crises dues à la prolifération et aux conséquences qu'entraîne le non-respect par un État partie des obligations qui lui incombent en vertu du TNP, œuvrer à l'universalisation et au renforcement du système de garanties de sécurité de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), améliorer la sécurité nucléaire et la protection physique des matières nucléaires, renforcer le contrôle des exportations, coopérer à la mise au point de dispositifs multilatéraux en tant qu'alternative crédible et viable à la mise en valeur, au plan exclusivement national, des capacités d'enrichissement et de retraitement de matières nucléaires, prendre des sanctions nationales criminalisant les actes de prolifération et promouvoir les technologies propres dans le domaine de la résistance à la prolifération et des garanties de sécurité.

L'Union européenne rappelle également les initiatives de désarmement qu'elle a soumises à l'Assemblée générale en 2008 et continue d'encourager la communauté internationale à promouvoir, en particulier, la ratification universelle du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, l'achèvement de son régime de vérification et le démantèlement, dès que possible, de toutes les installations d'essais nucléaires, d'une manière transparente et ouverte à la communauté internationale; l'ouverture sans délai, et leur conclusion rapide, de négociations relatives à un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, sur la base convenue dans la décision CD/1864, et l'imposition immédiate d'un moratoire sur la production de ces matières ainsi que le démantèlement d'installations de production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires; l'adoption par les Puissances nucléaires de mesures propres à assurer la transparence et de mesures de confiance; la prompte conclusion de négociations entre

les États-Unis et la Russie d'un accord juridiquement contraignant faisant suite à l'Accord START, et une réduction d'ensemble des stocks d'armes nucléaires dans le monde, conformément à l'article VI du Traité sur la non-prolifération, en particulier par les États dotés des plus grands arsenaux; l'inclusion d'armes nucléaires tactiques, par les États qui en sont dotés, dans leur processus général de contrôle des armements et de désarmement en vue d'en réduire le nombre et de les éliminer : l'ouverture de consultations sur un traité multilatéral interdisant les missiles sol-sol à courte et moyenne portée; l'adhésion par tous les États au Code de conduite de La Haye et son application; la mise en exergue continue de la nécessité de se mobiliser en faveur du désarmement général dans tous les domaines du désarmement.

L'Union européenne soumet également des propositions ambitieuses dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Elles visent notamment à : aider les pays à planifier et à évaluer leurs besoins énergétiques; garantir une mise en valeur responsable de l'énergie nucléaire dans les meilleures conditions de sûreté, de sécurité et de non-prolifération; appuyer les programmes d'aide de l'AIEA et son Fonds de sécurité nucléaire; encourager les États à adhérer à toutes les principales conventions appropriées; renforcer la gestion responsable du combustible appauvri et des déchets nucléaires; et promouvoir activement les démarches multilatérales concernant le cycle du combustible nucléaire, notamment notre décision de contribuer financièrement à la création d'une banque du combustible nucléaire de l'AIEA à hauteur de 25 millions. L'UE a également proposé que la Conférence d'examen du TNP crée un cadre de travail en vue d'aborder les conséquences qu'entraîne toute décision de retrait du Traité.

Le régime international de non-prolifération doit relever d'importants défis. L'Union européenne condamne fermement l'essai d'un engin explosif nucléaire auquel a procédé le 29 mai 2009 la République populaire démocratique de Corée ainsi que le lancement d'un missile à longue portée auquel elle a procédé en avril 2009, qui constituent un manquement aux résolutions 1695 (2006) et 1718 (2006) du Conseil de sécurité. Ces activités nuisent à la stabilité de la péninsule coréenne et représentent une menace pour la paix et la sécurité internationales. L'UE prie instamment la République populaire démocratique de Corée de s'abstenir de tout nouvel essai, de renoncer à son programme d'armes nucléaires et de revenir aux

pourparlers à six. L'UE demande à la République populaire démocratique de Corée de revenir au respect du Traité de non-prolifération et aux garanties de sécurité de l'AIEA. L'UE appuie sans réserve la résolution 1874 (2009) et demande qu'elle soit appliquée rapidement et énergiquement. Dans sa lettre du 4 septembre 2009 au Conseil de sécurité, la République populaire démocratique de Corée, cherche à entraver l'application de cette résolution et formule d'autres propos provocateurs à l'adresse de la communauté internationale.

L'Iran, comme d'autres États parties au TNP, a le droit inaliénable de développer et d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Cependant, la communauté internationale doit avoir l'assurance que l'Iran se conforme aux obligations qui lui incombent en vertu de ce traité et de son accord de garanties de sécurité. Les activités nucléaires clandestines, dont la construction d'une installation secrète aux fins de l'enrichissement d'uranium, à Qom, la composition de son programme nucléaire et son refus de coopérer efficacement avec l'AIEA dans tous les domaines jettent un grave doute sur la nature exclusivement pacifique de son programme nucléaire. Nous tenons à souligner que la responsabilité incombe à l'Iran de restaurer la confiance internationale à cet égard. Nous l'invitons donc, à la réunion de Genève, le 1^{er} octobre, à faire des propositions concrètes concernant en particulier l'entière transparence du projet de Qom.

L'UE réaffirme son appui sans réserve aux efforts qui sont faits pour trouver une solution négociée à long terme au problème iranien, dans le cadre des résolutions du Conseil de sécurité. L'UE invite l'Iran à coopérer pleinement avec l'AIEA en la laissant accéder à ses installations ainsi qu'en lui fournissant les informations qui lui ont été demandées. L'UE demeure fermement attachée à une démarche bilatérale. Nous invitons l'Iran à œuvrer sérieusement avec la communauté internationale, dans un esprit de respect mutuel, afin de trouver une solution négociée prenant en compte les intérêts de l'Iran ainsi que les préoccupations de la communauté internationale.

L'UE souligne le rôle essentiel de l'AIEA dans la surveillance des États pour s'assurer qu'ils respectent bien les engagements qu'ils ont pris concernant la non-prolifération nucléaire. Elle exprime ses félicitations au Directeur général ElBaradei pour les succès qu'il a remportés à la tête de l'AIEA et félicite son successeur, l'Ambassadeur Amano.

L'UE demeure fermement attachée à la lutte contre le terrorisme nucléaire et appuie toutes les mesures prises pour empêcher les terroristes d'acquiescer des armes de destruction massive et leurs vecteurs ou des matières connexes. La résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité joue en particulier un rôle essentiel à cet égard. L'UE est également encouragée par l'initiative des États-Unis s'agissant du nouvel effort international tendant à mettre en sécurité, partout dans le monde, toutes les matières nucléaires sensibles, et est prête à œuvrer à cette fin.

L'UE réaffirme son attachement à des contrôles rigoureux et coordonnés internationalement des exportations pour compléter les obligations découlant du TNP. Nous appuyons un renforcement accru du Groupe des fournisseurs nucléaires.

L'UE attache la plus grande importance à l'entrée en vigueur dès que possible du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et l'achèvement de son régime de vérification. Ce traité est crucial pour le désarmement et la non-prolifération nucléaires. L'UE se félicite du nouvel élan imprimé au renforcement de la ratification à la suite de la déclaration du Président Obama annonçant que le Gouvernement des États-Unis s'engagerait immédiatement et énergiquement vers cette ratification. L'UE ne ménagera aucun effort pour promouvoir la prompte ratification du Traité par les quelques États visés à l'annexe 2 qui n'y ont pas encore procédé.

L'UE salue chaleureusement la décision prise au début de l'année à la Conférence du désarmement d'ouvrir des négociations sur un traité interdisant la fabrication de matières fissiles destinées à la fabrication d'armes nucléaires, conformément à la décision CD/1864. Ce traité est différé depuis trop longtemps et sa conclusion fructueuse constituerait une contribution sensible aux efforts visant le désarmement nucléaire. Même si les délais qui ont retardé l'amorce des négociations sont profondément décevants, l'UE est certaine que tous les États membres de la Conférence s'engageront concrètement dans ces négociations ainsi que dans le travail de fond sur d'autres questions, y compris le programme de travail, lorsque la Conférence reprendra ses travaux en janvier 2010.

Les assurances de sécurité positives et négatives peuvent jouer un rôle important dans le régime du Traité sur la non-prolifération et peuvent inciter à renoncer à l'acquisition d'armes de destruction

massive. L'Union européenne est attachée à la promotion d'un nouvel examen des assurances de sécurité.

L'UE continue d'attacher une grande importance à la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans le monde sur la base d'arrangements librement conclus entre les États des régions concernées et des directives adoptées par la Commission du désarmement en 1999.

L'UE demeure également attachée à la pleine application des résolutions sur le Moyen-Orient adoptées par le Conseil de sécurité et par la Conférence d'examen et de prorogation du TNP. Elle demande à tous les États de la région de créer une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive et de leurs vecteurs effectivement vérifiable. Tous les États de la région qui ne l'ont pas encore fait doivent accéder au TNP et aux conventions interdisant les armes biologiques et chimiques et conclure avec l'AIEA un accord sur les garanties de sécurité et un protocole additionnel. Des mesures de confiance dans la région sont nécessaires. Dans ce contexte, nous rappelons la proposition que nous avons présentée en mai dernier de réunir un séminaire sur la sécurité au Moyen-Orient, sur la non-prolifération d'armes de destruction massive et sur le désarmement préalablement à la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération de 2010.

De graves menaces et de graves problèmes demeurent, et il convient d'y faire face avec détermination. Cependant, nous notons avec satisfaction l'élan renforcé imprimé au processus en faveur de la réalisation des objectifs consacrés dans le Traité sur la non-prolifération. L'EU demande à tous les États de saisir cette occasion.

M. Miller (Australie) (*parle en anglais*) : L'Australie a une histoire d'activisme déterminé dans l'appui à la non-prolifération et au désarmement nucléaires et à l'objectif d'un monde exempt d'armes. Le Premier Ministre australien, M. Rudd, a réaffirmé, dans sa déclaration le mois dernier à l'Assemblée générale, la volonté de l'Australie d'œuvrer avec d'autres pays à la réalisation de cet objectif.

Cet engagement a conduit l'Australie, avec son proche ami et partenaire, le Japon, à créer la Commission internationale sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires en vue de susciter le consensus politique nécessaire à la réalisation de résultats sur la non-prolifération et le désarmement

préalablement à la Conférence des parties chargée de l'examen du TNP et au-delà.

Nous comptons sur les États dotés d'armes nucléaires pour qu'ils exercent leur leadership. Nous sommes grandement encouragés par la courageuse déclaration prononcée par M. Obama, le 5 mai à Prague, au sujet d'un monde exempt d'armes nucléaires. L'appui à cet objectif de la part des États-Unis et de la Fédération de Russie, qui détiennent environ 95 % des armes nucléaires stockées dans le monde, a aidé à imprimer un élan au désarmement nucléaire sans égal depuis les années 1990, lorsque l'activité internationale a explosée à la suite de la fin de la guerre froide. Cet élan a été renforcé par l'adoption consensuelle, le 24 septembre, de la résolution 1987 (2009) du Conseil de sécurité sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires.

L'Australie s'est félicitée de l'intention annoncée en juin 2009 par les États-Unis et la Fédération de Russie, de négocier un traité juridiquement contraignant et vérifiable pour succéder à l'accord START préalablement à son expiration à la fin de cette année. Des négociations détaillées sont en cours. Il faut espérer qu'elles seront fructueuses et qu'elles conduiront à des réductions bilatérales d'armes entre les deux pays et qu'elles engageront les autres à faire de même.

L'Australie se félicite de l'annonce faite en juin 2009 par les États-Unis et la Fédération de Russie de leur intention de négocier un accord juridiquement contraignant et vérifiable qui succéderait à l'Accord START avant l'expiration de ce dernier à la fin de la présente année. Des négociations approfondies sont en cours. Il faut espérer qu'elles seront fructueuses et qu'elles mèneront à la réduction bilatérale des armements entre les deux pays tout en incitant d'autres à les imiter.

L'Australie a également été encouragée par les décisions d'autres États dotés d'armes nucléaires – par la décision prise par le Royaume-Uni de réduire sa flotte de sous-marins Trident et le nombre de ses ogives nucléaires, par la décision de la France de réduire le nombre de ses ogives nucléaires à moins de 300 et de démanteler ses installations qui produisent des matières fissiles aux fins de la production d'armes nucléaires, et par la décision de la Chine de s'engager en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires.

Aussi positives que puissent être ces mesures, l'Australie recherche des réductions plus profondes,

plus rapides et plus transparentes et irréversibles dans les arsenaux d'armes nucléaires des États-Unis, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu de l'article VI du TNP. Nous attendons des États qui possèdent des armes nucléaires, dans le cadre ou non du Traité de non-prolifération, de réduire le nombre de ces armes, de revoir et de limiter le rôle des armes nucléaires dans leurs politiques de sécurité et de réduire davantage la capacité opérationnelle de leurs armes nucléaires en vue de renforcer la sécurité et la stabilité dans le monde..

Toutefois, la charge de la responsabilité du désarmement nucléaire n'appartient pas seulement aux États dotés d'armes nucléaires. Un monde exempt d'armes nucléaires exige également un ferme engagement de la part des États qui n'en sont pas dotés de ne pas acquérir d'armes nucléaires et d'accepter de soumettre leurs installations nucléaires civiles au régime rigoureux des garanties de sécurité internationales. La vaste majorité des pays du monde, dont l'Australie, ont pris cet engagement qu'ils honorent scrupuleusement convaincus qu'il est dans l'intérêt de leur sécurité nationale. Néanmoins, les activités de quelques États nuisent au consensus global sur le besoin de contenir la propagation d'armes nucléaires.

Les essais nucléaires de la République populaire démocratique de Corée, dont le plus récent remonte à mai 2009, qui vont à l'encontre de l'élan renouvelé imprimé au désarmement nucléaire sont particulièrement troublants. Ils s'inscrivent dans le droit fil de son non-respect des obligations qui lui sont faites de se conformer aux garanties de sécurité de l'Agence internationale de l'énergie nucléaire (AIEA) et de son mépris pour les résolutions du Conseil de sécurité. Dans sa résolution 1874 (2009), le Conseil de sécurité envoie un message clair à la République populaire démocratique de Corée, à savoir que la communauté internationale attend d'elle qu'elle se conforme aux obligations qui lui incombent en vertu des résolutions appropriées du Conseil de sécurité et qu'elle respecte l'engagement qu'elle a pris dans le cadre des pourparlers à six d'abandonner son programme d'armes nucléaires. Nous l'invitons à revenir sans délai aux pourparlers à six et à œuvrer concrètement à la dénucléarisation.

Le refus de l'Iran de se conformer aux résolutions contraignantes du Conseil de sécurité et de coopérer pleinement avec l'AIEA est également préoccupant. La récente révélation de la deuxième installation secrète

d'enrichissement de l'Iran aggrave encore les préoccupations de l'Australie et celles de la communauté internationale au sujet de la nature de son programme nucléaire. À la suite de la réunion, le 1^{er} octobre à Genève, nous encourageons l'Iran à œuvrer avec la communauté internationale pour examiner ces préoccupations.

Tous les États doivent prendre des mesures efficaces pour assurer la sûreté et la sécurité des matières nucléaires. L'éventualité de voir les matières nucléaires tomber entre les mains de terroristes continue de nous préoccuper gravement. L'Australie se félicite que le Président Obama envisage l'organisation en 2010 d'un sommet sur la sécurité nucléaire. Nous invitons tous les États à mettre pleinement en œuvre la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité.

Les décisions prises à la Première Commission peuvent contribuer à rallier l'appui politique nécessaire à l'adoption de mesures aux fins du renforcement de la non-prolifération et du désarmement. Il faut espérer qu'à la présente Commission se manifesterait un appui accru au projet de résolution présenté tous les ans par le Japon sur la volonté renouvelée de parvenir à l'élimination des armes nucléaires. L'Australie coparraine et appuie fermement ce projet de résolution.

Cette année, l'Australie sera le principal auteur du projet de résolution sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Elle invite tous les États à l'appuyer. À la Conférence en vue de faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui s'est tenue à New York le mois dernier, nous avons noté un élan renouvelé en faveur de l'entrée en vigueur de ce traité. L'Australie se félicite de la participation des États-Unis à un article XIV de la Conférence pour la première fois en près d'une décennie et appuie fermement l'engagement pris par le Président Obama d'aller de l'avant avec la ratification et d'œuvrer avec d'autres États à l'entrée en vigueur du Traité afin de rendre permanente l'interdiction des essais nucléaires.

L'Australie se félicite également de l'appui récent apporté à la ratification et à l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires par la Chine et l'Indonésie. Nous continuons d'inviter tous les États qui ne l'ont pas encore fait, en particulier les neuf États dont la ratification est nécessaire pour assurer son entrée en vigueur, à ratifier le Traité sans délai.

L'Australie appuiera le projet de résolution concernant le Traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles qui sera présenté à cette session de la Première Commission et elle invite tous les États à appuyer ce solide texte. En tant que l'un des six Présidents de la Conférence du désarmement de 2009, l'Australie n'a ménagé aucun effort, de concert avec ses collègues, en faveur de l'initiative des six Présidents; elle a également, avec tous les membres de la Conférence du désarmement, œuvré en faveur de l'adoption d'un programme de travail équilibré, notamment de l'ouverture de négociations relatives à un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles qui soit vérifiable, objectif poursuivi de longue date par la communauté internationale.

Malgré l'accord historique du 29 mai concernant l'adoption d'un programme de travail après des années d'inactivité, la Conférence du désarmement n'a pas été en mesure de le faire appliquer. Cette situation semble due à une inertie institutionnelle et, plus significatif, à un calcul de quelques-uns qui estiment que l'arrêt de la production de matières fissiles aux fins de la fabrication d'armes nucléaires pourrait ne pas servir leurs intérêts de sécurité. Si cela s'avérait, ce calcul irait contre la tendance internationale actuelle et serait profondément préoccupant. Pour conserver son importance, la Conférence doit agir rapidement en 2010 pas seulement pour adopter un programme de travail mais pour commencer ses travaux et ses négociations. À cette fin, un engagement au niveau politique, hors la Conférence, pourrait être nécessaire pour surmonter les réticences de certains États et les convaincre que l'arrêt de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires est un moyen de renforcer la sécurité de tous.

L'Australie se félicite de l'adhésion dont ont fait l'objet cette année plusieurs projets de résolution concernant des zones exemptes d'armes nucléaires. Cette adhésion est l'expression de notre soutien historique à la création de zones exemptes d'armes nucléaires à laquelle se sont ralliés des États régionaux. L'Australie s'enorgueillit d'avoir contribué à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la zone du Pacifique Sud. Elle salue chaleureusement l'entrée en vigueur en 2009 du Traité de Pelindaba, qui crée une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique. L'entrée en vigueur de ce traité – conjugué à la création des zones exemptes d'armes nucléaires en Amérique latine, dans le Pacifique Sud et en Asie du

Sud-Est – a effectivement créé un hémisphère austral exempt d'armes nucléaires.

Les zones exemptes d'armes nucléaires ont des effets bénéfiques pour leurs membres, notamment l'adhésion d'États dotés d'armes nucléaires aux protocoles relatifs aux assurances de sécurité négatives. Nous invitons tous les États dotés d'armes nucléaires qui ne l'ont pas encore fait à signer et à ratifier les protocoles aux divers traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires. Nous attendons avec intérêt en 2010 la deuxième conférence des États parties et des signataires aux traités créant des zones exemptes d'armes nucléaires.

La session de la Première Commission a eu lieu six mois avant la Conférence d'examen du TNP, qui se tiendra en 2010. Compte tenu de la volonté renouvelée des dirigeants mondiaux et de leur focalisation sur le calendrier du désarmement, la Conférence d'examen a les moyens de définir concrètement les efforts qui devront être faits à l'avenir en faveur de la non-prolifération et du désarmement. Les Parties à ce traité se doivent de saisir l'occasion.

La Conférence d'examen de 2010 doit réaffirmer les avantages d'une sécurité collective qu'offre le Traité sur la non-prolifération et elle doit aboutir à des résultats sur l'ensemble des trois piliers : le désarmement nucléaire, la non-prolifération et l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Outre qu'elle doit entreprendre un examen détaillé du Traité, la Conférence devrait publier quelque plan d'action. S'agissant du premier pilier ce plan d'action pourrait s'aligner sur les 13 mesures pratiques de la Conférence d'examen de 2000. Il faut saisir l'occasion que nous offre la Première Commission à la présente session de rallier un solide appui aux résultats de la Conférence d'examen.

Tous les États, qu'ils soient ou non parties au TNP, doivent assumer les obligations qu'implique la non-prolifération et s'y conformer. L'Australie invite les États qui restent en dehors du Traité – l'Inde, le Pakistan et Israël – à s'y joindre en tant qu'États non dotés d'armes nucléaires. Entre-temps, nous les invitons à accepter le plus largement possible la non-prolifération et le désarmement.

Au début de ma déclaration j'ai fait référence à la Commission internationale sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires créée l'année dernière par l'Australie et le Japon. Cette commission indépendante, présidée conjointement par l'ancien

Ministre des affaires étrangères d'Australie, Gareth Evans, et l'ancien Ministre des affaires étrangères du Japon, Yoriko Kawaguchi, a pour but de présenter au début de 2010 un rapport complet, pratique et dirigé vers l'action. Il faut espérer que ce rapport contiendra des recommandations sur le désarmement, la non-prolifération et l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et qu'il fera état des interactions entre ces trois piliers. La Commission s'est réunie dans toutes les régions, avec les États dotés d'armes nucléaires et les États non dotés d'armes nucléaires, avec des pays développés et des pays en développement, avec des États Parties ou non au Traité de non-prolifération. La Commission a tenu des réunions à Washington, à Moscou, à Beijing, à Santiago, au Caire et à New Delhi, et bientôt elle en tiendra une à Hiroshima. Sa démarche inclusive et de vaste portée a permis de générer une nouvelle et précieuse pensée qui, je veux espérer, aidera à façonner une pensée globale et à forger un consensus à la Conférence d'examen du TNP et au-delà.

Enfin, l'Australie renforcera les solides résultats obtenus à cette Commission parce qu'ils sont intrinsèquement louables, qu'ils aideront à générer l'élan nécessaire pour garantir l'obtention de résultats fructueux à la Conférence d'examen du TNP en 2010 et qu'ils renforceront la sécurité de tous.

M. Yurdakul (Turquie) (*parle en anglais*) : Les principaux éléments de la position turque sur les armes nucléaires ont été soulignés la semaine dernière, au cours du débat général. Aujourd'hui, je vais m'étendre davantage sur les divers aspects de notre position dans ce domaine.

La Turquie, comme beaucoup d'autres pays, considère que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) est la pierre angulaire de la non-prolifération et du désarmement nucléaires et elle est déterminée à veiller à la viabilité du Traité. Elle est consciente que l'application complète et universelle du Traité serait une contribution unique à la paix et à la sécurité internationales. Elle reste pleinement attachée à l'application des trois piliers du Traité, qui se renforcent mutuellement : la non-prolifération, l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et le désarmement général et complet, y compris le désarmement nucléaire.

Nous préconisons une approche équilibrée de ces trois piliers et sommes heureux de noter que cette démarche a rallié un appui toujours plus grand au fil

des années. Cependant, le renforcement de l'intégrité et de la crédibilité du régime du Traité demeure nécessaire, et, pour y parvenir, il faut une reconnaissance universelle du fait qu'il importe d'aborder ces trois dimensions sur un pied d'égalité.

Il convient de souligner le rôle essentiel que joue l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans la vérification des engagements pris par les États en ce qui concerne la non-prolifération nucléaire et le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire par ceux qui aspirent à développer leurs capacités dans ce domaine. Par conséquent, nous respectons pleinement l'ensemble des garanties de sécurité de l'AIEA et les protocoles additionnels qui constituent les normes actuelles de vérification. Nous demandons à tous les États parties qui ne l'ont pas encore fait de ratifier et d'appliquer ces instruments sans autre délai.

En tant que l'un des trois piliers du TNP, le désarmement nucléaire exige une nouvelle démarche soutenue. L'engagement clair pris par tous les États dotés d'armes nucléaires de procéder à l'élimination totale de leurs stocks nucléaires compte parmi les plus grands succès du Traité sur la non-prolifération. Cette responsabilité doit être encore encouragée et opérationnalisée sur la base de l'article VI du Traité sur la non-prolifération et des 13 mesures pratiques dont il a été convenu en 2000 concernant le désarmement nucléaire. Dans ce contexte, nous saluons les mesures que les États dotés d'armes nucléaires ont prises à ce jour pour réduire leurs stocks nucléaires. En particulier, nous saluons et encourageons les efforts qui visent à remplacer le Traité sur la réduction des armes stratégiques par un nouvel instrument juridiquement contraignant d'ici à la fin de l'année.

Nous rappelons, par ailleurs, les principes de l'irréversibilité, de la vérifiabilité et de la transparence. Ce progrès irréversible réalisé dans le domaine du désarmement nucléaire contribuera à renforcer les deux autres piliers du TNP. La non-prolifération, en particulier, doit aller de pair avec le désarmement nucléaire. La non-prolifération nucléaire est essentielle au maintien de la paix et de la sécurité dans le monde et est une mesure indispensable à la réalisation de l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires.

C'est dans cet esprit que la Turquie continue de demander la prompte entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et l'amorce de négociations sur un traité d'interdiction de

la production de matières fissiles dans le cadre de la Conférence du désarmement. Nous préconisons également le renforcement du régime de garanties de sécurité de l'AIEA ainsi que du rôle que joue l'Agence dans la promotion des utilisations pacifiques de la technologie nucléaire. Nous invitons tous les États à mettre en œuvre la résolution 1540 (2004) et les résolutions adoptées par la suite par le Conseil de sécurité sur la non-prolifération.

Nous sommes fermement convaincus que les États qui se conforment à leurs obligations eu égard aux garanties de sécurité doivent pouvoir accéder librement à la technologie nucléaire civile, comme le prévoient le TNP et le régime de l'AIEA. Cela ne peut que renforcer davantage le régime du Traité et contribuer à son universalisation. Cela dit, il faut également faire en sorte que toutes les mesures nécessaires soient prises pour veiller à ce que les programmes nucléaires pacifiques ne soient pas détournés de leur objet. À cet effet, le droit d'accéder à l'énergie nucléaire à des fins pacifiques s'accompagne d'une responsabilité et d'une obligation strictes vis-à-vis de la non-prolifération de la part des États parties au Traité.

Il est encourageant de noter le climat constructif et concret qui a prévalu cette année au Comité préparatoire du TNP. Nous espérons sincèrement que la Conférence d'examen de 2010 débouchera également sur des résultats fructueux. La Turquie continuera d'œuvrer concrètement à cette fin. Le début des négociations relatives au traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles pourrait contribuer au succès de la Conférence d'examen qui aura lieu l'année prochaine.

La Turquie est convaincue que ni les armes nucléaires ni toute autre arme de destruction massive ne peut à notre époque apporter une sécurité additionnelle à quiconque mais que, au contraire, la possession et la fabrication de ces armes nuisent à la sécurité et à la stabilité régionales. Elle attache donc une grande importance à toutes les mesures significatives prises pour créer des zones exemptes d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs, en

particulier au Moyen-Orient, qui soient effectivement vérifiables, mesures qu'elle avalise. Elle est également convaincue que des assurances de sécurité contraignantes fournies par les cinq États dotés d'armes nucléaires aux États non dotés d'armes nucléaires contribueraient au renforcement du régime de non-prolifération nucléaire.

La dénucléarisation de la péninsule coréenne est une priorité régionale et mondiale. Comme l'actuel Président du comité du Conseil de sécurité, créé conformément à la résolution 1718 (2006) concernant la République populaire démocratique de Corée, nous attachons une extrême importance à l'application sans réserve des résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009) du Conseil de sécurité. Il faut espérer que les conditions seront créées pour inciter la République populaire démocratique de Corée à revenir dès que possible au Traité sur la non-prolifération en tant qu'État non doté d'armes nucléaires et qu'elle reprendra les garanties intégrales de sécurité de l'AIEA. De même, nous sommes attachés à une solution négociée et reconnaissons qu'il importe d'encourager la République populaire démocratique de Corée à revenir aux pourparlers à six pays que nous estimons être le meilleur moyen de réaliser des progrès concrets et irréversibles vers une paix, une sécurité et une stabilité durables dans la région.

Un traité sur le contrôle des armes nucléaires et la non-prolifération est indispensable pour renforcer la paix et la sécurité internationales. Nous invitons toutes les parties à renouveler et à réaffirmer leur attachement aux principes et objectifs de ces instruments et à redoubler d'efforts pour parvenir à la codification de nouveaux instruments afin que les générations futures puissent jouir d'une sûreté et d'une sécurité plus grandes partout dans le monde.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je rappelle une fois encore aux délégations que la date limite pour la présentation de projets de résolution est fixée au jeudi 15 octobre à midi. J'invite les délégations à respecter la date limite afin de permettre au Secrétariat de préparer les documents dans les délais voulus.

La séance est levée à 17 h 55.